

Nous discutons présentement d'une question de guerre ou de paix et c'est le premier ministre lui-même qui a établi les cadres du débat. Si les honorables vis-à-vis le désirent, que les Canadiens sachent donc que lors du présent débat, nous avons dû lutter contre ce genre de résistance...

Une voix: Sornettes!

L'hon. M. Martin: Quelqu'un a dit «sornettes». Écoutez ce que le premier ministre a déclaré et voyez s'il s'agit de sornettes. C'est sur ses paroles que porte le débat. Ainsi que le chef de l'opposition nous l'a signalé, le premier ministre a dit ce qui suit à Edmonton:

Advenant une guerre, allons-nous armer les Canadiens avec des arcs et des flèches?

Il ne parlait pas d'un conflit idéologique, mais d'une guerre nucléaire qui détruirait la civilisation dans le monde et qui anéantirait tous les Canadiens, tant civils que militaires. Voilà ce qu'un député a qualifié de «sornettes». En posant des questions au ministre de la Défense nationale, le chef de l'opposition et le député de Trinity voulaient savoir si, aux termes de la politique actuelle en matière de défense, il serait possible de réaliser intégralement la déclaration du premier ministre.

Rien à redire à la déclaration élémentaire du premier ministre: «Adviene la guerre, allons-nous armer les Canadiens d'arcs et de flèches?» Tous, nous nous employons à empêcher la guerre d'éclater. Puis, le premier ministre a dit:

Le Canada a 65 intercepteurs qui seraient plus efficaces s'ils étaient munis d'armes nucléaires. Il en va de même des deux bases de Bomarc contre avions qu'on est en train d'aménager au pays.

Ensuite, pour souligner la gravité de l'éventualité qu'il lui fallait envisager et qu'il espérait ne devoir jamais se produire, comme l'espère aussi tout homme civilisé, il a ajouté:

Si la guerre devait venir, il nous faudra avoir tous les engins nécessaires.

Telle est l'éventualité que nous discutons dans le moment. Le chef de l'opposition n'est pas en train de discuter la politique du Canada à l'égard des armes nucléaires. Nous ne discutons pas s'il y a eu ou non divergence de vues entre le ministre de la Défense nationale et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la politique nucléaire. Ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Le premier ministre parlait de l'éventualité d'une guerre et, dans ce contexte, il a affirmé que selon lui, les forces canadiennes devraient avoir à leurs dispositions les engins nécessaires. Et quand on pense à la mise au point des armes modernes, les engins nécessaires sont des armes nucléaires. Il me semble qu'avant que

[L'hon. M. Martin.]

le Parlement adopte ce crédit, nous avons le droit d'exiger du ministre de la Défense nationale une réponse à la question suivante: comment pourrions-nous avoir ces engins nécessaires à notre disposition? Nous avons posé cette question au ministre parce que ce sont ses crédits que nous étudions et parce que le premier ministre n'est pas ici pour faire la lumière sur sa déclaration à cet égard. Mais le ministre de la Défense nationale ne nous a pas répondu. Il se contente de répéter qu'on lui a posé cette question bien des fois et qu'il a répondu bien des fois. En fait, il n'a pas répondu aux questions que lui ont posées deux membres de ce côté-ci de la Chambre. Il est même sorti de la Chambre au milieu de la discussion et à l'heure qu'il est, il se tient derrière le rideau alors qu'il devrait être à son siège pour nous parler de la question dont nous sommes saisis.

Une voix: Où étiez-vous la semaine dernière?

M. Chambers: J'invoque le Règlement. Il faut souligner qu'il n'est jamais arrivé à l'honorable député d'Essex-Est de ne pas parler assez longtemps pour ne pas permettre à un honorable député d'aller derrière le rideau pour quelques instants.

L'hon. M. Martin: Je suis heureux d'entendre toutes ces interruptions...

L'hon. M. Monteith: Vous êtes impossible!

L'hon. M. Martin: ... de la part du diligent ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Qu'on les consigne au hansard afin qu'elles reflètent l'intérêt que manifestent certains membres du comité et du gouvernement à l'égard de cette question primordiale de l'éventualité d'une guerre nucléaire et de la possibilité qu'auront les forces armées du Canada d'y faire face. Qu'on consigne ces observations au compte rendu.

Une voix: Où étiez-vous la semaine dernière?

L'hon. M. Martin: Je déclare que le premier ministre a assumé le rôle qui lui incombe en indiquant à la population du Canada ce qui pourrait arriver et ce qui, selon lui, arriverait vraisemblablement. Mais, dans ce cas, le gouvernement doit prendre les mesures qu'il faut en vue de protéger les Canadiens contre une guerre nucléaire. Il a déclaré:

Advenant la guerre, il faut que nous disposions des moyens nécessaires.

L'hon. M. Harkness: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Vous avez statué tout à l'heure que nous ne pouvons soulever ici de débat général sur la question de la défense. Or l'honorable député ne fait rien d'autre que